



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 01 – Du 31 décembre 2021 au 6 janvier 2022

En bref

Afghanistan : L'ONU collecte 1,5 Md USD pour faire face à la crise humanitaire en Afghanistan.

Bangladesh : Les crédits alloués au secteur privé ont retrouvé fin novembre leur niveau d'avant la pandémie. Creusement du déficit commercial sur les cinq premiers mois de l'exercice en cours. Première émission de sukuk annoncée en 2022 pour le fonds d'investissement public ICB.

Bhoutan : Six projets d'IDE d'une valeur de 713 M BTN (9,6 M USD) ont été approuvés en 2021.

Inde : *Indicateurs macro-économiques :* Solde excédentaire de la balance des transactions courantes pour le T2 2021/22 tandis que les entrées de capitaux sont soutenues par les prêts et le retour des investissements de portefeuille. Augmentation de la dette extérieure et des réserves de change au terme du T2 2021/22. Ralentissement de l'indice PMI manufacturier en décembre. L'indice PMI des services atteint son plus bas niveau en trois mois en décembre 2021. Augmentation de la production des huit industries de base de 3,1% en novembre. *Finances publiques :* Le déficit du gouvernement central atteint 46,2% au terme des huit premiers mois de l'exercice en cours. Collecte de GST de 1 300 Mds INR en décembre. Le déficit budgétaire devrait atteindre 6,6 % du PIB en 2021/22 selon India Ratings. Le gouvernement central prolonge de deux mois le délai de dépôt des déclarations annuelles de GST pour 2020/21. Les États demandent une prolongation de cinq ans du mécanisme de compensation de la GST. *Secteur bancaire :* Accélération de la croissance du crédit à 7,1% en novembre. Les macro-stress tests de la RBI confirment la résilience des banques commerciales (SCB). Dans la même veine, le ratio d'adéquation des fonds propres des banques baisserait faiblement. *Politique commerciale :* L'Inde fait appel de la décision de l'OMC sur le sucre. L'Australie pourrait supprimer les droits d'importation sur 99 % des marchandises échangées avec l'Inde.

Maldives : Avec 1,3 M d'entrées en 2021, objectif atteint pour le tourisme aux Maldives.

Népal : Les arrivées de touristes tombent à un étiage depuis 1977.

Pakistan : Report du vote des projets de loi de finance rectificative et de la loi modifiant le statut de la Banque centrale. Le projet de loi de finance rectificative, tel qu'en l'état, est composé à 74% d'impôts indirects. 75% des revenus budgétaires du premier semestre 2021/22 sont tirés des impôts indirects. Le Pakistan s'engage à faire toute la transparence sur les garanties souveraines émises pour le compte des entreprises publiques. La revue de l'article IV, au centre des tribunes des éditorialistes économiques qui s'inquiètent des déficits jumeaux.

Sri Lanka : Inflation à 12,1% en décembre, un niveau record. Paquet de soutien économique de 1,1 Md USD annoncé à la rentrée. Participation indienne dans les infrastructures stratégiques de stockage de produits pétroliers de Trinqueemalay.

Afghanistan

L'ONU collecte 1,5 Md USD pour faire face à la crise humanitaire en Afghanistan

D'après le porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies, Stéphane Dujarric, sur la base des estimations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), 1,5 Md USD a été collecté pour faire face à la situation dégradée en Afghanistan. 776 M USD ont été collectés dans le cadre de l'appel éclair lancé en septembre par le Secrétaire général, et 730 M USD (sur les 869 M requis) pour le Plan de réponse humanitaire pour faire face à la crise humanitaire en cours en Afghanistan. Les agences humanitaires des Nations unies ont averti mardi qu'un hiver rigoureux en Afghanistan aggravait les conditions déjà difficiles auxquelles sont confrontés des millions d'Afghans à travers le pays.

Bangladesh

Les crédits alloués au secteur privé ont retrouvé fin novembre leur niveau d'avant la pandémie

La reprise de la demande intérieure, en dépit de l'incertitude causée par la pandémie de la Covid-19, a relancé les projets d'investissements privés. En baisse régulière depuis septembre 2019 quand il avait atteint 10,7%, et tombé à un étiage de 7,6% en mai 2021, le taux de croissance annuel des crédits privés est remonté à 10,11% en novembre dernier (4^{ème} progression mensuelle consécutive), selon la banque centrale, soulignant la confiance retrouvée des investisseurs dans la perspective d'une croissance du PIB de 7,2% sur l'exercice en cours, alors que les taux prêteurs sont historiquement bas (plafonnés à 9% depuis avril 2020, ils se situent en réalité entre 5 et 7%).

Le niveau reste cependant très en-deçà des objectifs de la banque centrale (+14,8% à fin juin 2022 à la clôture de l'exercice budgétaire), mais proche de l'objectif d'une croissance de 11% fin

2021. La production industrielle a enregistré une croissance de 6,1% sur l'exercice 2021/22 après une chute de 3,3% en 2020/21 ; elle affiche une hausse de 7,3% en g.a. sur les deux premiers mois de 2021/22.

Creusement du déficit commercial sur les cinq premiers mois de l'exercice en cours

La balance commerciale affiche un déficit de 12,5 Mds USD sur la période de juillet à novembre, contre 5 Mds USD en g.a. en 2020. Les exportations se sont élevées à 18,6 Mds USD (+22,6%) et les importations 31,2 Mds USD contre 20,2 Mds USD en g.a. (+54%).

La reprise économique se confirme. Les hausses du fret et des matières premières (la facture des hydrocarbures progresse de 71% en g.a. ; les cours du coton, destiné à l'industrie textile, sont très tendus, comme ceux du charbon ou des produits de la métallurgie) ont contribué à alourdir la facture globale des importations. Par ailleurs, les ouvertures de lettres de crédit ont progressé en valeur de 54,6% sur la même période, confirmant la reprise des investissements dans un contexte global de recul de la pandémie de la Covid-19.

Le solde des services affiche un déficit de 1,4 Md USD (contre 1 Md USD en g.a.) et le solde courant un déficit de 6,2 Mds USD, contre un excédent de 3,6 Mds USD un an plus tôt. Les réserves en devises de la banque centrale s'élevaient fin novembre dernier à 44,9 Mds USD, équivalent à 6,1 mois d'importations de biens.

Première émission de sukuk annoncée en 2022 pour le fonds d'investissement public ICB

Le fonds d'investissement public *Investment Corporation of Bangladesh* (ICB) va pour la première fois émettre pour 10 Mds BDT (116,5 MUSD) d'obligations islamiques pour soutenir le marché boursier. Dénommée « *ICB 1st Mudaraba Sukuk* », l'obligation d'une valeur unitaire de 1000 BDT (11,6 USD) portera sur 10 ans, avec un rendement minimum garanti sur la moyenne du *Dhaka Stock Exchange* ; les fonds collectés seront placés à 70% sur le marché boursier et 30% sur le marché monétaire, dans des produits de la finance islamique. La souscription sera

ouverte à toutes les institutions et aux Bangladais de la diaspora (NRB ou *Non resident Bangladeshis*).

Le capital d'ICB est détenu à 27% directement par l'Etat et à 61% par des institutions publiques ; elle est cotée depuis 1977 sur le *Dhaka Stock Exchange* et sa capitalisation s'élevait fin décembre 2021 à 95,7 Mds BDT (1,1 Md USD), soit 42% de l'ensemble des 23 NBFI cotées. Elle a versé un dividende de 11% (numéraire) pour l'exercice 2021, après avoir doublé ses bénéfices nets à 13 M USD.

ICB et ses filiales ont investi 83,3 Mds BDT (970 M USD) sur les trois dernières années sur les deux Bourses de valeurs ; ses échanges de titres ont alors représenté 363 Mds BDT ou 8,9% du volume d'activité du DSE ; elle annonce vouloir investir 17 Mds BDT en 2022 sur le marché des capitaux.

Bhoutan

Six projets d'IDE d'une valeur de 713 M BTN ont été approuvés en 2021

Le ministère de l'Industrie a approuvé un total de six projets d'IDE, dont trois dans le secteur manufacturier et les trois autres dans le secteur des services pour un montant total de 713 M BTN (9,6 M USD). Selon le ministère des Affaires économiques (MEA), 10 projets avaient été approuvés en 2020 pour un montant total de 967 M BTN (13 M USD).

L'Inde reste le principal pays à l'origine des investissements directs étrangers au Bhoutan avec une part de 50%, suivie de Singapour (18%) et la Thaïlande (11%). Selon le ministère des affaires économiques, le secteur hôtelier reste le secteur ayant reçu le plus d'IDE jusqu'à présent, avec 38%, suivi par les TIC (22%). La part du secteur hôtelier dans l'ensemble des IDE a été ramenée de 42 % en 2019 à 38 % en 2021.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Solde déficitaire de la balance des transactions courantes pour le T2 2021/22

D'après les chiffres publiés par la Banque centrale, la balance courante présente un solde déficitaire équivalent à 1,3% du PIB au terme du T2 2021/22, soit 9,6 Mds USD, contre un excédent de 0,9% du PIB au T1 2021/22 et un excédent de 2,4% du PIB au T1 2020/21.

En glissement trimestriel, le déficit courant s'explique par le creusement du déficit commercial, qui atteint son niveau le plus élevé depuis neuf trimestres, à 44,4 Mds USD (5,9% du PIB) contre 30,7 Mds USD (4,4% du PIB) au T1 2021/22. Cela souligne la normalisation progressive de la demande intérieure (outre l'impact des prix mondiaux des produits de base) après la deuxième vague de COVID au T1 2021/22, marquée par le retour à la hausse des importations (+16,4% en g.t. contre -3,6% au T1 2021/22) à un rythme plus soutenu que celui des exportations (+7,6% en g.t. après +6,7% au T1). L'excédent des services est resté stable à 25,6 Mds USD grâce à la bonne tenue des services informatiques. Enfin, les transferts nets des migrants diminuent légèrement, ramenés de 13,2 à 12,3 Mds USD, soit une diminution voisine de 3,8% en g.t.

Les entrées de capitaux au T2 2021/22 sont soutenues par les prêts et le retour des investissements de portefeuille

Les investissements directs étrangers (IDE) nets s'élèvent à 9,5 Mds USD, après 11,7 Mds USD au T1 2021/22 et des entrées nettes au T2 2020/21 (+24,4 Mds USD). Les bénéfices réinvestis étant stables, la variation s'explique principalement par la baisse des nouveaux flux entrants. Les investissements de portefeuille donnent lieu à des entrées nettes de 3,9 Mds USD, contre 402 M USD au T1 2021/22 et 7 Mds USD un an auparavant grâce à un appétit retrouvé des institutions financières étrangères pour la dette indienne. Reflétant la nette reprise des

importations, les activités de prêts ont augmenté pour atteindre 7,6 Mds USD au T2 2021/22, contre 2,8 Mds USD au T1. En particulier, les prêts commerciaux financés par le reste du monde ont enregistré une hausse de 4,1 Mds USD au T2, contre 0,6 Md USD au T1 et des remboursements nets de 4 Mds USD au même trimestre de l'exercice précédent.

Augmentation de la dette extérieure et des réserves de change au terme du T2 2021/22

Fin septembre 2021, la dette extérieure s'élevait à 593,1 Mds USD (20,1% du PIB), en hausse de 22,3 Mds USD par rapport à fin juin 2021 et de 36,9 Mds USD par rapport à juin 2020. Hors effets de valorisation liés à l'appréciation du dollar américain vis-à-vis de la roupie indienne et des principales devises, la hausse aurait été de 23,7 Mds USD entre fin juin et fin septembre 2021. La dette de long terme (maturité supérieure à un an) représente 83% du total de la dette extérieure, contre 81,5% un an auparavant. La dette extérieure est majoritairement composée d'emprunts commerciaux (36,9%), de dépôts de non-résidents (23,9%) et de crédits commerciaux à court terme (16,4%). Elle est principalement libellée en dollars (51%), en roupies (32,2%), en DTS (7,1%), en yens (5,6%), et en euros (3,3%).

Au terme du T2 2021/22, les réserves augmentent en glissement annuel de 16,7% pour s'élever à 635,4 Mds USD, à comparer à 544,7 Mds USD un an plus tôt. Elles couvrent près de 12,8 mois d'importations sur la base de la moyenne mensuelle du T2 (49,8 Mds USD), contre 18 mois un an plus tôt (chiffre exceptionnel lié à la faiblesse du dénominateur l'année dernière).

Baisse de l'indice PMI manufacturier en décembre

L'indice PMI manufacturier atteint 55,5 en novembre contre 57,6 en novembre et 54,9 en décembre 2020. Bien qu'en ralentissement, il s'agit du 6^{ème} mois consécutif d'expansion de l'indice. La croissance des entrées de commandes et de la production en décembre 2021 a été assez forte malgré un ralentissement par rapport à novembre 2021. Les fabricants ont continué à acheter des matières premières et à reconstituer des stocks pour répondre à la

demande future. La confiance des entreprises s'est renforcée, mais le sentiment a de nouveau été atténué par les inquiétudes liées aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, à la Covid-19 et aux pressions inflationnistes. Le coût des intrants a fortement augmenté en décembre 2021. En revanche, les entreprises semblent avoir limité à ce stade leur répercussion sur les clients.

L'indice PMI des services atteint son plus bas niveau en trois mois en décembre 2021

L'indice PMI d'activité des services a reculé à 55,5 en décembre 2021, contre 58,1 en novembre 2021. Il s'agit du plus bas niveau depuis septembre. Néanmoins, l'indice est resté en expansion pour le cinquième mois consécutif. Les prestataires de services ont signalé une nouvelle augmentation de leurs dépenses en décembre 2021. Une hausse des prix a été observée dans des catégories telles que les produits chimiques, les denrées alimentaires, les carburants, les équipements médicaux, les produits de bureau, les outils et les transports. Les données de décembre ont montré que les entreprises du secteur des services ont supprimé des emplois au cours du mois, mais le taux de contraction a été faible. Les entreprises ont généralement indiqué que les niveaux d'emploi étaient suffisants pour faire face aux charges de travail actuelles.

Augmentation de la production des huit industries de base de 3,1% en novembre

La production des huit industries de base (charbon, pétrole brut, gaz naturel, fertilisants, raffineries, aciéries, cimenteries et centrales électriques), mesurée par l'*Index for Eight Core Industries* a augmenté de 3,1% en glissement annuel en novembre 2021 après 7,5% en octobre. Six sur huit secteurs sont en expansion. En novembre 2021, la production d'électricité a augmenté de 1,5% et la production de charbon, intrant clé pour la production d'électricité thermique, de 8,2%. Parmi les autres sources d'énergie, la production de pétrole brut a reculé de 2,2 %, mais celle de gaz naturel et de produits de raffinage a augmenté de 23,6 % et 4,3 %, respectivement. La production d'acier a crû de

0,8 % tandis que la production de ciment a reculé de 3,2% (contre une expansion de 14,5 % en octobre). La production d'engrais, le plus petit contributeur à la production des huit industries de base, a augmenté de 2,5 % en novembre 2021. La production cumulée de ces huit industries de base entre avril et novembre 2021 a augmenté de 13,7%, contre une baisse de 11,1% enregistrée au cours de la même période il y a un an.

Finances publiques

Le déficit du gouvernement central atteint 46,2% au terme des huit premiers mois de l'exercice en cours

A l'issue des huit premiers mois de l'exercice (avril-novembre), le déficit budgétaire brut du gouvernement central a atteint 46,2% de la cible budgétée pour 2021/22. Le déficit représente ainsi 6 956 Mds INR (93,4 Mds USD), contre 10 755 Mds INR en novembre 2020. A cette date, sous l'effet de la crise résultant de la pandémie, le déficit dépassait la cible de 35,1%. Les dépenses publiques ont augmenté de 8,8% en glissement annuel au terme des huit premiers mois de l'exercice à 20 746 Mds INR et les recettes de 67,2% en g.a. à 13 589 Mds INR.

Mds INR	Cible 21/22	8M 21/22	% cible	% cible 8M 20/21
Recettes fiscales	15454	11353	73,5%	42,1%
Recettes non-fiscales	2430	2230	91,8%	32,3%
Recettes totales	19764	18010	69,8%	37%
Dépenses courantes	29291	18010	61,5%	63,3%
Investissements	5541	2736	49,4%	58,5%
Dépenses totales	34832	20746	59,6%	62,7%
Déficit public	15068	6956	46,2%	135,1%

Collecte de GST de 1 300 Mds INR en décembre

Il s'agit du sixième mois consécutif et du septième mois depuis le début de l'exercice budgétaire en avril que la collecte dépasse l'objectif mensuel de 1000 Mds INR (13,4 Mds USD). La collecte augmente ainsi de 13% en glissement annuel et de 26% par rapport à

décembre 2019, avant la pandémie. Ces chiffres témoignent non seulement de la reprise de la consommation mais également de la mise en œuvre de plus en plus efficace de la GST, déjà observée avec le record de collecte observé en avril dernier de 1 420 Mds INR.

Par ailleurs, le conseil de la GST, qui s'est réuni le 31 décembre, a décidé de reporter la décision de faire passer les taux sur les textiles de cinq à douze pour cent. La révision des taux dans le secteur du textile devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Le déficit budgétaire devrait atteindre 6,6 % du PIB en 2021/22 selon India Ratings

Selon India Ratings (Ind-Ra), une agence de notation indienne du groupe *Fitch*, la hausse des recettes fiscales et non fiscales perçues au cours de cet exercice devrait plus que compenser le manque à gagner des recettes tirées des cessions. Le déficit budgétaire pourrait ainsi s'établir à 6,6 % du PIB en 2021/22, soit 20 points de base de moins que les 6,8 % du PIB prévus au budget. Ind-Ra a estimé que les recettes fiscales brutes collectées en 2021/22 seraient supérieures de 5 900 Mds INR (79,2 Mds USD) au chiffre budgété, tandis que les recettes non fiscales devraient atteindre 3 100 Mds INR au cours de l'exercice actuel, contre 2 400 Mds INR prévus au budget. Les recettes non fiscales perçues d'avril à octobre 2021, soit 2 100 Mds INR, ont augmenté de 78 % en g.a. Cela représente déjà 85,1 % du montant budgétisé pour 2021/22.

Le gouvernement central prolonge de deux mois le délai de dépôt des déclarations annuelles de GST pour 2020/21

Le gouvernement central a prolongé de deux mois, soit jusqu'au 28 février 2022, la date limite de dépôt des déclarations annuelles de la taxe sur les produits et services (GST) pour l'exercice budgétaire 2020/21 par les entreprises. Une notification à cet égard a été publiée par le *Central Board of Indirect Taxes & Customs* (CBIC) le 29 décembre 2021.

Les États demandent une prolongation de cinq ans du mécanisme de compensation de la GST

Le 30 décembre 2021, la ministre des Finances de l'Union, Nirmala Sitharaman, a présidé les consultations prébudgétaires avec les ministres des Finances des États et des territoires de l'Union (UT) pour le budget de l'Union 2022/23. Au cours de la réunion, de nombreux États ont demandé l'extension du mécanisme de compensation de la GST au-delà de la période de cinq ans se terminant en juin 2022.

Pour rappel, la *Compensation Cess* est une surtaxe levée jusqu'au 1^{er} juillet 2022 par le gouvernement central pour indemniser les États subissant un manque à gagner consécutif à la mise en place de la GST. Elle constituait une garantie d'obtenir une hausse de leurs recettes d'au moins 14% par an pendant cinq ans.

En conséquence, les gouvernements des États s'attendent à un ralentissement de leurs recettes fiscales dès l'exercice 2022/23. Les transferts de l'État central au titre de la dévolution de taxe sont estimés à 8170 Mds INR (soit 95 Mds EUR) pour l'exercice 2020/21, soit 20,5% du total des prévisions de recettes.

Secteur bancaire

Accélération de la croissance du crédit à 7,1% en novembre

Selon les chiffres de la Banque centrale (RBI), le crédit croît de 7,1% en novembre 2021 contre une hausse de 5,9% un an auparavant. Dans le détail, toutes les catégories sont en expansion et le crédit croît plus rapidement qu'en novembre 2020, à l'exception des financements accordés aux activités de services. En effet, la décélération de +8,2% en novembre 2020 à +3,6% en novembre 2021 s'explique principalement par la chute du crédit accordé aux « Autres services » (fonds communs de placement, services bancaires et financiers autres que les NBFC) aux activités de commerce de gros, de tourisme et d'hôtellerie. Il convient de noter, s'agissant des secteurs prioritaires, la légère contraction des crédits accordés aux PME (-0,5% en g.a.) ainsi que celle plus marquée envers le secteur immobilier (-3,5% en g.a.).

Croissance du crédit (%) en g.a.	Nov. 2021	Nov. 2020	Crédit aux secteurs prioritaires (%) en g.a.	Nov. 2021	Nov. 2020
Totale	7,1	5,8	PME	-2,2	7,9
Agri.	10,4	7	Entreprises moyennes	34,2	44,2
Industrie	3,8	0,7	Immobilier	0,1	-2,7
Services	3,6	8,2	Crédits export	17,1	9,2
Personnels	11,6	9,2			

Les macro-stress tests de la RBI confirment la résilience des banques commerciales (SCB)

La résilience des bilans des banques commerciales à des chocs imprévus paraît éprouvée au vu des macro-stress tests effectués par la Reserve Bank of India (RBI), à l'appui desquels elle examine la sinistralité du portefeuille de créances (ratio des actifs bruts non performants (GNPA)) et son incidence sur les ratios de fonds propres des banques. Même en cas de choc sévère (variation de deux écarts-types par rapport au scénario de base), le taux de GNPA de l'ensemble des banques commerciales (SCB) passerait sur l'horizon sous revue de 6,9 % actuellement (derniers chiffres connus, septembre 2021) à 9,5 % à fin septembre 2022, selon le Rapport sur la stabilité financière publié fin décembre 2021. Le ratio des actifs bruts non performants des banques du secteur public, qui était de 8,8 % en septembre 2021, pourrait se détériorer pour atteindre 11,9 % en septembre 2022 selon le scénario extrême. Pour les banques privées, la part des créances douteuses pourrait passer de 4,6 % à 5,9 %. Pour les banques étrangères, la RBI estime une augmentation de 3,2 % à 5,1 % sur la même période.

Toujours d'après le Rapport de stabilité financière, le ratio des actifs non performants bruts des banques commerciales régulières s'est amélioré pour atteindre 6,9 % à la fin septembre 2021, contre 7,5 % à la fin mars 2021.

Dans la même veine, le ratio d'adéquation des fonds propres des banques baisserait faiblement

Les résultats des tests de résistance de la RBI indiquent que le ratio d'adéquation des fonds propres reviendrait de 16,3% (niveau actuel) à 15,4 % sur la période sous revue s'achevant en

septembre 2022, dans le cadre du scénario de base et à 13,8 % sous l'hypothèse d'un choc sévère. Les 46 banques seraient en mesure de maintenir un ratio d'adéquation des fonds propres supérieur au niveau de capital minimum prescrit de 9 % au terme de l'horizon de projection, même dans le pire des scénarios. Le ratio de fonds propres de catégorie I (CET 1) des banques commerciales pourrait reculer de 13,2% à 12,5 % au terme de l'horizon de projection (septembre 2022), dans le cadre du scénario de base et à 11,9 % et 11,2 % dans l'hypothèse d'un choc d'ampleur moyenne et sévère, respectivement. Même dans ce dernier cas, aucune banque ne serait confrontée à une baisse du ratio de capital CET 1 en-deçà du minimum réglementaire de 5,5 %.

Politique commerciale

L'Inde fait appel de la décision de l'OMC sur le sucre

L'Inde a déposé un appel devant l'Organe d'appel de l'OMC pour contester la décision du Groupe spécial de règlement des différends commerciaux sur le sucre. Le groupe spécial avait rendu sa décision le 14 décembre 2021, recommandant à l'Inde de retirer les subventions prohibées qu'elle aurait accordées dans le cadre des programmes d'aide à la production, de commercialisation et de transport, dans un délai de 120 jours à compter de l'adoption du présent rapport. Le Brésil, l'Australie et le Guatemala avaient déposé une plainte auprès de l'OMC alléguant que les mesures de soutien de l'Inde aux producteurs de canne à sucre et de sucre et les subventions à l'exportation sont incompatibles avec les règles du commerce mondial.

L'Australie pourrait supprimer les droits d'importation sur 99 % des marchandises échangées avec l'Inde

L'Australie a proposé d'accorder des concessions tarifaires à 99 % de ses marchandises échangées avec l'Inde dans le cadre de l'accord de libre-échange (ALE) bilatéral proposé, en échange de l'ouverture des secteurs laitier et agricole de l'Inde par des droits de douane faibles ou nuls.

Canberra souhaite exporter des produits laitiers, des céréales, des oléagineux et des aliments transformés vers l'Inde. Les deux pays prévoient d'achever les négociations en vue d'un accord provisoire d'ici la fin du mois. Le ministre du commerce et de l'industrie, Piyush Goyal, a déclaré que l'accord intérimaire avec l'Australie couvrira de vastes domaines d'intérêt, en particulier les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que le textile, la pharmacie, les chaussures, les produits en cuir et les produits agricoles.

Maldives

Avec 1,3 M d'entrées en 2021, objectif atteint pour le tourisme aux Maldives

D'après le Ministère du Tourisme, les entrées touristiques ont dépassé le chiffre de 1,3 M en 2021, que s'étaient donné pour objectif les autorités. Les arrivées sont en hausse de 138% par rapport aux 555 494 entrées enregistrées en 2020. Surtout, la reprise touristique est caractérisée depuis août 2021 par des entrées mensuelles égales ou supérieures à celles de 2019, qui avaient atteint 1,7M sur l'année.

Les capacités d'hébergement (nombre de lits) opérationnelles progressent de 12,2% sur deux ans à 53 206 lits. Les séjours se sont allongés pour atteindre 8,7 nuitées en moyenne en 2021, contre 6,3 en 2019 : le total des nuitées progresse ainsi de 7,8% par rapport à 2019. Les premiers pays de provenance des touristes sont l'Inde avec 22,3% des entrées, suivie de la Russie (16,8%) et de l'Allemagne (7,2%). La Chine et l'Italie, aux 1^{ère} et 3^{ème} places en 2019 (respectivement 16,7% et 8,0% des entrées) quittent le top 10 cette année. La France est en 9^{ème} position, avec 2,3% des entrées, en chute par rapport à 2019 (3,5%, 7^{ème} position).

En 2022, les Maldives fêteront le jubilé (50 ans) de leur industrie touristique. Les autorités espèrent atteindre le chiffre de 2 M d'arrivées sur l'année mais sont confrontées au risque que le variant Omicron fait peser sur l'industrie.

Népal

Les arrivées de touristes tombent à un étiage depuis 1977

Selon l'Office du tourisme du Népal, le nombre de visiteurs étrangers l'an dernier s'est élevé à 150 962, contre 1,2 million d'arrivées enregistrées en 2019, soit un plongeon de 87 % par rapport à la dernière saison complète avant la pandémie.

Après une fin d'année 2020 difficile qui avait déjà vu le nombre de touristes réduit à 230 000, le tourisme népalais a subi de nouveaux revers. Un second confinement a été décrété le 29 avril et a été levé quatre mois après, le 1^{er} septembre. Pour rappel, le Népal avait lancé au début de l'année 2020 une ambitieuse campagne intitulée "*Visit Nepal Year*", qui visait à attirer 2 millions de touristes.

Selon le FMI, les flux touristiques qui représentaient 2% du PIB en 2018/19, ont été ramenés à 0,2% du PIB népalais en 2020/21.

Pakistan

Report du vote des projets de loi de finances rectificative et de la loi modifiant le statut de la Banque centrale

Les projets de loi de finances rectificative et de loi modifiant le statut de la banque centrale (SBP) en lui garantissant une pleine autonomie par rapport au Gouvernement ne sont toujours pas passés au Parlement. Ces projets inspirés par le FMI, étant considérés par des députés de l'opposition comme un abandon de souveraineté, sont allés jusqu'à entraîner des affrontements physiques dans l'enceinte de l'Assemblée nationale. Certains éditorialistes estiment que ces lois pourraient n'être votées qu'à l'issue du Conseil exécutif du FMI qui aura lieu le 12 janvier prochain.

Le projet de loi de finances rectificative, tel qu'en l'état, est composé à 74% d'impôts indirects

La presse annonce que l'IR et l'IS prévus dans le PLFR qui n'est toujours pas votée ne dépassent pas 93 Mds PKR sur un collectif budgétaire de 375 Mds PKR (soit 26% du collectif budgétaire qui équivaut à 21 Mds USD, l'IR ne représentant qu'un peu plus de 1,5% du collectif).

75% des revenus budgétaires du premier semestre 2021/22 proviennent des impôts indirects

Le gouvernement annonce avoir atteint l'objectif de collecte des recettes budgétaires (impôts et taxes sur les ventes, un système moins élaboré que celui de la TVA) pour le premier semestre de l'année 2021/22. Selon la FBR, l'agence de la collecte des impôts, 50% des revenus indirects étaient constitués de taxes à l'importation et d'autre part 35% des revenus provenaient des impôts directs (contre 38% pour le gouvernement précédent au cours de son avant-dernière année). Un éditorialiste rappelle que lors de sa campagne, le Premier ministre Imran Khan s'était engagé à porter la collecte des impôts directs à 45 % du total à la fin de son mandat.

Le Pakistan s'engage à faire toute la transparence sur les garanties souveraines émises pour le compte des entreprises publiques

Dans le cadre de la préparation du Conseil d'administration du FMI concernant l'article IV et la 6^{ème} revue de l'EFF, le cabinet fédéral du Premier ministre Imran Khan a accepté mardi 4 janvier de rendre publics les détails des garanties souveraines concernant les grands groupes publics pakistanais, qui pourraient atteindre un record de 3 200 Mds PKR (environ 1,8 Md USD) d'ici juin.

La revue de l'article IV, au centre des tribunes des éditorialistes économiques qui s'inquiètent des déficits jumeaux

Le débat de politique économique pour le premier semestre 2022 ainsi que le projet de loi de finances 2022/23 suscitent des commentaires qui pointent l'incompatibilité des politiques projetées avec les préconisations du FMI. Le

premier débat relevé concerne la difficulté du Pakistan à contenir son déficit primaire à 4% en moyenne pour l'année budgétaire 2021/22 alors qu'il a oscillé au deuxième semestre 2021, selon les mois entre 6,5% et 8% du PIB. Le deuxième débat concerne les objectifs budgétaires du Gouvernement alors qu'il sera très difficile au Pakistan de se situer en dessous de 6% de déficit pendant l'année budgétaire 2021/22. Pour les éditorialistes, la préparation du budget 2022/23 sera un numéro d'équilibriste, dans la mesure où il s'agira du dernier budget couvrant un exercice entier avant l'élection de novembre 2023.

Sri Lanka

Inflation à 12,1% en décembre, un niveau record

L'inflation atteignait encore 9,9% en g.a. en novembre. L'indice CCPI (*Colombo Consumer Price Index*) qui couvre Colombo et sa région augmente de 2,64% en un mois. L'augmentation des prix des produits alimentaires (22,1% en g.a., contre 17,5% en novembre) contribue pour 68% à la hausse des prix constatée sur un mois, tandis que celle des produits non-alimentaires (7,5% en g.a., contre 6,4% en novembre) contribue aux 32% restants. L'inflation sous-jacente atteint quant à elle 8,3% en g.a. en décembre, contre 7,0% en novembre. La banque centrale suggère que la hausse des prix tient avant tout à des facteurs liés à l'offre et publiera une analyse plus détaillée de ce constat prochainement.

Paquet de soutien économique de 1,1 Md USD annoncé à la rentrée

Le ministre des Finances Basil Rajapaksa a annoncé lundi 3 janvier un paquet de 229 Mds LKR (1,2% du PIB) afin de soutenir le pouvoir d'achat de la population, confrontée à une inflation croissante. Les mesures comprennent un complément de revenu de 5 000 LKR (25 USD) par mois pour 1,4 M d'employés du secteur public, 600 000 retraités et plus de 40 000 militaires en situation de handicap, des paiements additionnels de 1 000 LKR pour les bénéficiaires du programme Samurdhi d'allocations de soutien au revenu, une hausse du

prix de vente garanti (de 50 à 75 LKR par kilo, sans impact sur les consommateurs) pour les cultivateurs de riz en cas de chute de leur récolte consécutive à l'interdiction (depuis levée) de l'utilisation des engrais chimiques, une incitation à la production jardinière de fruits et légumes (5 000 LKR pour les terrains de moins de 500 m² et 10 000 LKR au-delà), la fourniture de farine de blé à prix subventionné (80 LKR par kilo jusqu'à 15 kilos, contre un prix de vente actuel de 120 LKR) aux familles des communautés des plantations, et la levée de toutes les taxes sur les biens essentiels et médicaments. Si le ministre a annoncé que ce soutien proviendra du budget 2022 (5,9% des dépenses prévues) et ne donnera lieu à aucune nouvelle taxe, l'origine des fonds est incertaine.

Participation indienne dans les infrastructures stratégiques de stockage de produits pétroliers de Trinquemalay

Le Conseil des Ministres s'est accordé lundi 3 janvier sur le devenir des 99 réservoirs pétroliers construits par les Britanniques à Trinquemalay. Depuis 2003, la *Lanka Indian Oil Corporation* (LIOC), une filiale de l'entreprise publique indienne *Indian Oil Corporation* (IOC), louait de facto l'ensemble des réservoirs et en avait remis plusieurs en état de fonctionner. Dans le cadre du nouvel accord, d'une durée de 50 ans, l'exploitation de 14 réservoirs par LIOC est prolongée.

Par ailleurs, 24 réservoirs seront indépendamment gérés par l'entreprise sri lankaise *Ceylon Petroleum Corporation* (CPC). Les 61 réservoirs restants seront enfin concédés à une joint-venture, la *Trinco Petroleum Terminals Ltd.* (TPTL), qui sera détenue à 51% par CPC et 49% par LIOC. La partie sri lankaise revendique donc le contrôle de la majorité des réservoirs, qu'elle a aussi voulu assurer par la nomination de 4 des 7 futurs membres du conseil d'administration de la TPTL ainsi que de son président. Cet accord sur le développement de la ferme de réservoirs de Trinquemalay, qui reste à finaliser entre les acteurs concernés, faisait partie des axes définis à la suite de la visite du ministre des Finances de Sri Lanka en Inde début décembre afin que le pays puisse bénéficier d'un

ensemble de mesures de soutien économique (lignes de crédit et swap) pour rehausser le niveau de ses réserves et financer ses importations de produits essentiels et de pétrole.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa2	Stable	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international